ARXIU D'ETNOGRAFIA DE CATALUNYA, N.6, 1988.

**APPROPRIATION FONCIERE, PLURALITE
DES BASES ECONOMIQUES ET ROLE
DES FEMMES DANS LE PROCESSUS
DE TRANSITION SOCIALE DES FAMILLES
ET DES COMMUNAUTES MONTAGNARDES**

Monique BARRUE-PASTOR
Université de Toulouse-Le Mirail

C'est à partir de la définition de la pluralité des bases économiques, tel qu'elle a été définie par le groupe de recherche sur la théorie de la transition (Cf. Maurice GODELIER) que nous apportons quelques réflexions sur l'évolution des sociétés montagnardes. «C'est l'articulation au niveau d'une même personne, d'un groupe domestique, d'une unité de travail ou d'une communauté locale de différents types d'activité à l'origine de rapports de production de nature différente».

De quelle manière la communauté paysanne montagnarde a-t-elle évolué, en fonction de quels facteurs, et à quel rythme? Pour éviter les pièges des théories évolutionnistes, souvent contenus dans l'étude des processus «d'industrialisation» de l'agriculture, et d'«urbanisation de la société», c'est dans le double mouvement de décomposition-recomposition, de destructuration-restructuration qu'il faut analyser le mouvement social.¹ C'est alors dans l'histoire de la production agricole, celle des familles et des communautés mais aussi dans l'histoire de l'appropriation foncière et celle du devenir des espaces ruraux qu'il faut chercher les explications et les fondements de l'analyse de la reproduction économique et sociale.

L'hétérogénéité, les contrastes et la diversité des successions, des rythmes, des articulations des modes de production nous extraient d'une conception linéaire de l'histoire. Cette dernière appréhende les sociétés paysannes du siècle dernier comme des structures équilibrées, stables et cohérentes tant du point de vue social que du point de vue spatial. Elles auraient été ébranlées, destructurées, déséquilibrées sous le poids et la pression d'un pouvoir englobant qui développe une stratégie unique d'intégration au système dominant de production marchande.² L'aboutissement de ce processus étant la modification des rapports sociaux et familiaux qui vont produire d'un côté, par l'exode, les ouvriers nécessaires à la satisfaction des besoins de la croissance industrielle, de l'autre une agriculture composée d'agriculteurs entrepreneurs dynamiques, compétitifs, compétents et aux modes de vie urbains. Entre les deux, une catégorie d'unités familiales, relativement stagnante mais qui a su suffisamment évoluer pour se maintenir; marginalisée par rapport à une logique dominante exclusive, elle correspondrait à une situation transitoire. Soit elle disparaît, soit elle est capable de rejoindre l'élite.

Les choses ne sont pas aussi schématiques et cette conception a été pendant longtemps un frein à la compréhension de la diversité des formes d'organisation sociale de la production capitaliste; qu'il s'agisse de la logique d'expansion de la production marchande ou de la co-existence de rapports de production de nature différente. La perdurance contre toute attente des petits exploitants familiaux, définitivement condamnés et exclus par l'élaboration d'un modèle intensif unique (tel qu'il a été défini par les lois Pisanienes de 1960 et 1962) le prouve.

La problématique de la petite production marchande et de sa disparition a très certainement sous-estimé la capacité d'auto-exploitation, mais aussi de mobilisation des moyens suffisants à son maintien, voire à son reclassement dans une paysannerie moyenne. Ainsi dans la transformation des sociétés rurales il n'y a pas de progressivité linéaire d'un processus d'intégration à un système de production dominant, mais une grande diversité dans les modalités de transformation et dans le comportement d'adoption ou/et de résistance.³ «Résistance» dans un sens non conservatoire, c'est-à-dire capacité à trouver des solutions à sa survie ou à son développement, à se transformer pour ne pas disparaître. C'est dans ce contexte que nous situons l'analyse de la pluralité des bases économiques dans la reproduction des familles et des communautés locales. Quelles sont les conditions qui créent la possibilité de diversifier les bases matérielles de l'existence des familles et des communautés locales? Qu'est-ce qui relève de processus dominants (modalités exogènes) de la dynamique des structures sociales ou des contextes locaux (modalités endogènes)? Quelles en sont les conséquences sur les rapports entre reproduction des unités d'exploitation, reproduction des familles, des groupes domestiques et des communautés locales? Quelles sont les logiques développées et comment ont-elles évolué en fonction des contraintes et des opportunités? S'agit-il de stratégies ou bien de simples tactiques? Cela entraîne-t-il des rapports de production de nature différente? et comment peuvent-ils co-exister?

Nous partageons la conception selon laquelle les familles et les communautés locales ne constituent pas des reliques ou de simples survivances du passé mais sont des formations vivantes qui assument l'histoire des transformations des nouvelles exigences du processus de monétarisation des échanges sociaux. C'est à partir de cette conception que nous aborderons la question de la pluralité des bases économiques. En épousant l'hypothèse selon laquelle cette dernière traduit à la fois une capacité à s'adapter (cf. nouvelles conditions créées par le développement des relations marchandes) et une incapacité à se reproduire en s'appuyant uniquement sur les propres bases des groupes concernés.

Pourquoi une analyse à partir des sociétés montagnardes?

Les zones de montagnes, réputées pour leurs handicaps physiques mais surtout économiques sont pour le sujet étudié, d'un intérêt tout particulier. En effet l'aggravation et l'extension de la crise économique à tous les secteurs économiques mais aussi à la quasi-totalité de régions, a supprimé la «spécificité» des zones de montagne. Ces dernières constituent pourtant un champ d'observation privilégié par l'accumulation des atouts et des contraintes dévolus aux processus de développement; mais aussi parce qu'elles produisent une sorte «d'effet de loupe». Contrastes, diversité et complexité y apparaissent d'autant plus clairement que l'histoire de ces trente dernières années y constitue une sorte de version condensée des événements qui ont jalonné l'histoire des sociétés paysannes Ouest-Européennes au cours d'un siècle et demi. Par ailleurs, elles contiennent à

la fois les traces vivantes des logiques agro-pastorales du XIX^{ème} siècle et les manifestations les plus récentes (et violentes) du développement du capitalisme.

La reproduction sociale de la famille (parenté) et de l'unité d'exploitation agricole étaient indissociables dans le mode de production du XIX^{ème} siècle

La logique de mise en valeur maximale du milieu, qui était pratiquée dans les Pyrénées durant la période de maximum démographique (1860), correspondait à une économie vivrière dans laquelle l'élevage était subordonné à l'agriculture.⁴ Le système repose sur l'utilisation maximale des ressources du territoire et de la force de travail disponible. La totalité des productions agricoles est auto-consommée. Le bétail est la seule source d'accumulation du capital, par l'argent «frais» que procure la vente de quelques animaux. Mais ce système total de mode de production parcellaire ne remet pas en cause le partage des ressources, puisqu'il était fondé sur la propriété privée de la terre et du bétail.

La cohésion sociale de la communauté reposait sur l'activité agro-pastorale (quasi unique) et constituait l'instance sociale de régulation.⁵ Loin d'être homogène cette dernière comprenait de grandes différences sociales allant des gros propriétaires fonciers aux paysans sans terre. Par tous les moyens, la communauté veille sur la stabilité foncière et le nombre de «maisons»⁶ est reproduit, par là même, les différences sociales. Toute la hiérarchie sociale repose sur le pouvoir que confère la propriété privée. Les règles de transmission du patrimoine garantissent le caractère inaliénable de la propriété familiale.⁷ Elles traduisent un dispositif complexe qui a permis d'éviter les partages. C'est sur lui que repose la cohésion sociale et familiale. L'héritage va à l'aîné (qu'il soit garçon ou fille), les successions ne se règlent qu'à la mort des parents et aucun partage d'utilisation n'est possible. Les traces de l'endogamie villageoise alors favorisée par les familles, sont encore visibles aujourd'hui dans les multiples liens de parenté qui lient les villageois. Un tel système assure la reproduction des ressources mais aussi des rapports sociaux de la communauté. Elle se caractérise par une relative stabilité des pratiques et des «biens» détenus par «maisons». Ces lois de préservation sont restées très vivaces jusque dans les années 1930, elles imprègnent encore les conditions d'appropriation des biens et de leur gestion. La soumission totale à l'autorité du chef de famille se traduit, aujourd'hui encore (mais exceptionnellement) dans le rythme très lent de passation des pouvoirs. Cette coutume est un frein au développement des exploitations et un facteur d'accélération des plus petites. Cependant, les biens fonciers des familles éliminées ne sont pas venus pour autant renforcer ceux des exploitations en activité. Pour que les patrimoines ainsi libérés viennent alimenter le marché foncier local, il faudrait que les successions soient réglées. Or depuis la seconde guerre mondiale, on observe l'expansion rapide de la pratique de *l'indivision* (Barrué-Pastor et al., 1982).

L'indivision semble symboliser la contradiction entre deux logiques

qui vont rapidement s'affronter et modifier les mécanismes traditionnels de régulation dans la famille-unité d'exploitation et dans la communauté. Les multiples éléments identifiés révèlent à la fois de *la configuration locale des rapports sociaux* (et de leurs rapports au territoire) et *des logiques institutionnelles de l'Etat*.

L'impossible reproduction sociale des familles et des unités d'exploitation sur les seules bases agricoles ... (à partir de 1880)

Les exploitants actifs sont freinés dans leurs objectifs économiques, alors qu'ils sont par ailleurs exclus des modèles économiques de développement dominants. Après avoir été un facteur de préservation, les dernières traces des logiques coutumières ont accéléré la régression agricole. La pratique de l'indivision et le refus de porter atteinte au patrimoine ont bloqué non seulement le marché foncier et l'évolution possible des exploitations, mais encore toute possibilité d'échange et de fermage déclaré. Les locations verbales se développent et freinent l'entretien des terres agricoles par leur grande précarité. Le rôle des propriétaires non agricoles est plus grand que la proportion des terres qu'ils détiennent. Ils influent sur leur usage. Par le refus des baux écrits, ils aggravent la pratique de la «cueillette» et la chute de la fertilité, par leur inertie, ils bloquent les possibilités d'amélioration des pâturages collectifs.

La structuration économique des rapports sociaux locaux s'est transformée, notamment sur la base des mutations de fonction possibles des territoires sous le poids du tourisme. En l'absence de zonage clairement défini (POS par exemple) le tourisme impose une forte concurrence. Les prix ne cessent d'augmenter et tout propriétaire a l'espoir de vendre aux prix du terrain à bâtir. Les meilleurs terrains à construire sont, par ailleurs, les meilleures terres agricoles. Minoritaires, les propriétaires agriculteurs ont beaucoup de difficultés à préserver leur existence, liée au contrôle des terres agricoles. L'exode agricole et l'arrivée de nouveaux résidents ont modifié les groupes sociaux locaux et les rapports de force. Dans ce contexte, les éleveurs actifs ne dominent plus le pouvoir municipal. Ainsi toutes les modifications de la conjoncture économique et sociale conduisent-elles à l'éclatement, sous le poids d'intérêts contradictoires, d'une cohésion villageoise centrée sur une agriculture active.

Les familles agricoles elles-mêmes sont atteintes. Non seulement elles participent à la spéculation liée aux mutations de fonction des territoires mais elles contribuent à l'atomisation sociale en projets individuels. Les agriculteurs ont beaucoup de difficultés pour réunir les conditions nécessaires à leur reproduction. Par ailleurs, le mouvement social qui va dans le sens de l'hétérogénéisation des statuts et des pratiques, révèle de nouvelles contradictions internes à l'agriculture. Ce climat social conflictuel bloque à la fois toute révision des règlements collectifs et la mise en place d'un nouveau mode mise en valeur individuel.

Peut-on parler de vertus de la cohésion sociale face à la crise? Quels rapports entre cohésion sociale, contrainte et contrôle social?

La famille comme la communauté locale n'est pas un espace de liberté.

C'est une sorte de territoire clos où chacun est à sa place et surveille l'autre.⁸ Il fonctionne aussi comme un carcan, comme une structure étouffante même si elle est un gage de reproduction. Cette structuration rend la mobilité sociale lente et difficile.

Dans la famille paysanne, le patrimoine se vend quand il n'y a pas d'autre solution. Les transactions foncières et immobilières portant sur des exploitations agricoles (vendues en totalité) sont rares sur le marché foncier. Quand c'est le cas, ce sont de petites exploitations agricoles qui viennent alimenter les moyennes. C'est en effet à un processus de «moyennisation» que nous avons affaire, plutôt qu'à un mouvement de concentration tel qu'il avait été prévu dans la politique agricole française (lois de 1960 et 1962). Les limites de ce processus se sont très vite heurtées à l'accélération de l'expansion de l'économie marchande, et à leurs caractéristiques structurelles. L'augmentation des effectifs des troupeaux et les efforts d'intensification n'ont pas permis d'acquérir les revenus «suffisants» à la satisfaction des besoins de la famille et de l'exploitation.

La recherche de revenus complémentaires hors de la sphère agricole est devenue une nécessité, une condition nécessaire à la reproduction sociale des familles et des unités d'exploitation.

Pluriactivité et développement du tourisme

La pluriactivité des chefs d'exploitation (homme) est certes une tradition en zone de montagne, mais l'ampleur revêtu par le mouvement dans les années 1970 atteste d'un besoin qui semble prendre un nouveau sens social.

Les conditions nécessaires à la recherche des revenus non agricoles sont de plusieurs ordres. Elles correspondent à une dissociation de la «maison» (entre la parenté et l'unité économique), à une nouvelle phase du développement du capitalisme, à un retour à la campagne de nouvelles activités et à de nouvelles couches sociales.

Si la pluralité des bases économiques s'est très vite imposée comme un moyen pour lutter contre l'insécurité et la permanente incertitude qui caractérise les sociétés paysannes, la diversité de ses origines, de ses formes et de ses protagonistes, atteste d'une grande variabilité dans le temps et d'une relation fort complexe aux processus de reproduction sociale.

1. *La pluriactivité minimale*, qui est par ailleurs la plus ancienne, correspond à une situation où groupe domestique et unité agricole restent interdépendants. Elle est le fait de l'un des membres du groupe sous la forme d'un travail salarié saisonnier. Elle est souvent présentée comme un moyen de palier à des jointures difficiles entre le calendrier agricole et celui des rentrées de trésorerie. Elle reste totalement intégrée dans la logique du mode de production parcellaire, mais n'en amorce pas moins un processus de vente de la force de travail et de salarisation.

Elle bénéficie, la plupart du temps, d'un développement des activités marchandes centrées sur le tourisme et l'exploitation des forêts, mais reste fort étroitement liée aux lieux. Sa fonction est subordonnée à la reproduc-

tion de l'unité agricole mais elle entraînera très souvent un nouveau partage du travail agricole entre les membres du groupe domestique.

2. *Le travail salarié fixe d'un membre de la famille* traduit une modification du rapport entre unité agricole et groupe domestique. Ce dernier est devenu une famille nucléaire, insérée dans un réseau de parenté (plus ou moins vivace, ou local) mais dont les conditions d'existence traduisent une autonomie relative.

D'une manière ou d'une autre il y a injection de revenus extérieurs à l'agriculture dans la reproduction de la famille et dans le fonctionnement de l'exploitation. Le travail salarié fournit un certain capital qui est investi dans la reproduction de l'exploitation, qu'il contribue à reproduire. Cette pratique peut s'accompagner d'une diminution du statut de paysan parcellaire, dans le cas où il y a augmentation de la rente foncière. Il s'agit d'agriculteurs dont les terres en propriété ne sont pas suffisantes et qui ont dû multiplier les locations pour se maintenir.

Par ailleurs, la diminution de la force de travail familiale injectée dans l'unité d'exploitation a provoqué la plupart du temps une adaptation du mode de production parcellaire au capitalisme: notamment un développement des relations coopératives. Il s'agit de l'adhésion à des coopératives pour la commercialisation des produits et à des CUMA (coopératives d'achat et d'utilisation de matériel en commun) qui entraînent une socialisation d'une partie de la production à l'intérieur du système capitaliste.

Une nouvelle division du travail a favorisé le dépassement du niveau des forces productives traditionnelles (de la force de travail familiale) mais nous restons dans des logiques adaptatives.

L'accumulation d'un capital issu d'un travail salarié conditionne l'existence de l'unité agricole

Les rapports entretenus entre revenus salariés et unité d'exploitation peuvent être très divers. Il peut s'agir de la reproduction d'une exploitation héritée par élargissement de ses bases matérielles (devenues insuffisantes) ou de la création d'une nouvelle unité, à partir d'un bien familial (la plupart du temps issu d'un ancien paysan parcellaire resté sans succession directe) et/ou d'une accumulation de capital issue d'un travail salarié antérieur.

D'une manière générale, elle concerne des couples qui vivent à la campagne de revenus d'origine multiple mais dont l'un des deux membres (la plupart du temps l'homme) est en phase d'installation dans l'agriculture. Originaires du pays pour la plupart, ils développent pourtant des stratégies et des pratiques susceptibles de restructurer profondément la logique sociale. Ils vivent une succession et/ou une coexistence de rapports de production de nature différente.

Le travail salarié non agricole des femmes traduit le stade maximum (enregistré à ce jour) de la diversification des sources de revenus des familles. Il signifie qu'il y a rupture... Il y a constitution d'une autre unité ou bien d'un autre rapport social. Dans le premier cas, le travail des femmes est investi dans l'exploitation agricole (directement ou indirecte-

ment). Il devient un facteur de transformation des systèmes de production, d'augmentation de la mécanisation et d'amélioration de la productivité. Dans le second cas, le travail salarié des femmes s'investit ailleurs dans la maison d'habitation (séparée des bâtiments agricoles), dans le niveau de vie de la famille, dans l'acquisition des signes de valorisation sociale. La femme assure alors l'essentiel des besoins «domestiques» de la famille.⁹ Il y a séparation et complémentarité des fonctions et des espaces masculins et féminins.

Les condition qui ont créées la possibilité de diversifier les activités méritent d'être précisées, tout comme les répercussions qu'elles ont eu sur la reproduction sociale des familles et des unités agricoles, en étroite relation avec le contexte local.

Nouvelles exigences et modalités de transformation

Dans leur majorité, les femmes ne sont pas originaires de l'agriculture, mais ont accepté ce «retour à la terre» en imposant par ailleurs une exigence d'indépendance de vie et de travail, conforme à leurs aspirations de mode de vie. Les transformations qu'elles ont amené, sont certes importantes, mais elles s'inscrivent dans un processus où les facteurs de rupture sont beaucoup plus complexes. Ils traduisent une modification globale des conditions sociales et des systèmes de valeur qui concernent: le rapport à la terre (patrimoine et outil de production), au produit (marchand), au métier (entrepreneuriat), à la technique (la formation a remplacé la transmission de savoirs-faire empiriques), à l'argent (résultat de l'effort), au temps (le surmenage, le désaisonnement), au risque (de climatique il est devenu commercial), à l'espace enfin. Les facteurs de proximité ne sont plus dominants... ni dans les relations, ni dans les alliances, ni dans la consommation...; l'économique s'est élargi à l'Europe; l'espace de vie, le quotidien, le champ de l'imaginaire et des représentations, le système des valeurs, le patrimoine culturel... tout cela n'est plus uniquement local. Le plus important reste sans doute l'évolution des rapports familiaux, des rapports homme-femme, des rapports entre la famille et l'exploitation agricole.

Il y a séparation de deux stratégies de reproduction à l'intérieur de la famille. La séparation des fonctions de l'homme et de la femme vient accentuer le *caractère ambivalent* très marqué dans le processus de transition, lié à la co-existence de deux rapports de production de nature différente dans les mécanismes de reproduction. Cette dichotomie traduit par ailleurs un processus de nucléarisation et d'individualisation des gens hors du groupe domestique, mais qui renoue avec la force de la parenté. Si les parents ne sont plus forcément présents dans un voisinage proche, ils constituent un réseau de solidarité et d'aide directe (en nature, en compétence ou en liquidité) qui fonctionne comme relation de production utile, comme rapport de production, au même titre que les autres réseaux de solidarité. En effet, de nouveaux réseaux, basés sur la satisfaction *d'intérêts communs* qui ne sont pas forcément des *intérêts identiques*¹⁰ (puisque ces derniers ont été divisés), se constituent à l'instar des vieilles alliances

des «maisons» et des groupes domestiques. Il y a renaissance d'une «sphère sociale» mais aussi redéfinition des clivages et des identités de groupe, des processus de décision et des solidarités. Elle s'inscrit dans une redéfinition des rapports de pouvoir entre les groupes sociaux. Elle signifie pour ces jeunes agriculteurs un essai de reconstitution d'une identité socialement plus valorisante et apporte des éléments nouveaux contre la théorie de la «marginalisation».

Diversité des bases matérielles et diversification des revenus agricoles: résistance ou intégration?

C'est dans ces mêmes catégories d'agriculteurs que les stratégies de diversification des activités agricoles sont les plus grandes. Elles sont de trois sortes:

- Activité de vente et de transformation des produits, à la ferme sur le lieu de la production, pour jouer sur la garantie de l'origine, sur l'image de marque et donc pour s'assurer d'une récupération maximum de la plus-value.

- Relance de l'auto-consommation, souvent synonyme d'activités d'accueil à la ferme.

- Auto-fourniture des consommations intermédiaires.

Elles participent à la relance d'une certaine économie «souterraine» dans l'agriculture, susceptible d'amortir les «chocs économiques» issus de l'insertion des forces productrices dans les réseaux nationaux et internationaux. Elles correspondent en conséquence à une sorte de volonté de «recentrage» sur les éléments maîtrisables localement susceptibles de diminuer les facteurs de fragilisation et de dépendance.

C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la production sur l'exploitation du maximum des «inputs» de la production, et de la réalisation de tout ou partie des investissements nécessaires. C'est-à-dire de tout ce qui participe au développement d'auto-construction... mais aussi de l'auto-exploitation? Doit-on parler de nouvelle stratégie de résistance contre l'intégration au système agro-industriel, ou bien d'accélération de la subordination au capitalisme par la diversification et l'intensification de l'exploitation du travail paysan en jouant sur la multiplicité de ses savoirs-faire?

Certains ont parlé de «résistance paysanne»¹¹ et «d'agricultures différentes»... en accordant à ces pratiques le statut de «solution positive» pour échapper à la logique d'intégration du capitalisme. Mais ce faisant, il semble que l'on ait négligé le fait qu'il n'y a pas une seule forme d'exploitation maximale du travail et un seul modèle de fonctionnement. Certes, il y a celui qui consiste à se battre sur les règles des marchés internationaux de la production agricole et des industries alimentaires, par un processus d'intensification, de spécialisation et de standardisation des techniques et des produits. Mais il y a celle des zones «difficiles», celle des produits trop périssables, trop fragiles et celle des productions peu mécanisables. La diversification est une manière de mettre en valeur d'autres techniques, d'autres savoirs-faire et de valoriser les «potentialités» propres à chaque région.

Certes, elle facilite la reproduction des petites exploitations familiales en ouvrant de nouveaux champs de valorisation et de rémunération du travail, l'un provenant de l'activité agricole, l'autre de l'activité de transformation. Mais c'est aussi une façon, pour la «petite dimension» de trouver sa place dans la logique du développement de l'économie marchande, à côté et à l'opposé de la «grande dimension, concentrée et spécialisée, compétitive et exportatrice».

Elle développe une autre manière de vivre et de produire, elle utilise des techniques de production et de gestion différentes de «l'agriculture industrielle», elle établit de nouveaux rapports sociaux entre producteurs et consommateurs, mais peut-on dire qu'elle marche en sens inverse des évolutions qui conduisent à l'intégration de l'agriculture? Moins que jamais le principe de la division du travail ne peut se limiter au schéma unique qui oppose agriculteurs (fournisseurs de matières premières) et industriels (transformateurs de l'alimentaire). Vit-on une période de relance de la gestion patrimoniale de l'agriculture par la valorisation des ressources internes?¹²

Est-ce le résultat de l'essoufflement de la reproduction du Capital dans les secteurs agricoles totalement intégrés? Au point qu'il faille chercher dans d'autres secteurs les éléments susceptibles de relancer la machine et d'ouvrir de nouvelles voies?

Dans ce cas le système de reconquête de la valeur ajoutée développé par les agriculteurs familiaux qui ont fait preuve de beaucoup d'imagination pour résister et se maintenir, constitue un véritable vivier, dans lequel l'agriculture fortement industrialisée, va piocher pour se renouveler (ex: qualité de la production artisanale).

Tout se passe comme si le capitalisme, avait besoin de plusieurs racines pour se développer: un secteur de pointe hyper-compétitif et un secteur-relais (ou secteur tampon) pour amortir ses excès, pour expérimenter de nouvelles possibilités sans avoir à investir, et pour éponger les secteurs non rentables nécessaires par ailleurs à son développement.

Nous sommes en présence d'un système économique qui ne peut pas trouver en lui-même (seul) les bases de son développement et qui a besoin d'élargir ses bases matérielles et ses frontières (trouver au dehors ce qui manque ou conditionne la reproduction du dedans) pour pouvoir assurer son renouvellement. Dans ce sens, il est à l'origine de la ré-actualisation des rapports de production de l'agriculture traditionnelle, en mêlant logiques sociales et logiques économiques; en se relocalisant,¹³ en jouant sur les solidarités locales et sur la revendication à l'autonomie.

Résistance et intégration: Les sociétés paysannes traduisent des éléments diachroniques d'évolution. C'est pourquoi nous pouvons vivre simultanément des faits de «paysannisation» et de «dépayssannisation»... est ce stade du développement de la logique capitaliste.¹⁴

«Paysannisation» dans le sens de volonté de ré-enracinement des individus destabilisés psychologiquement par la crise. Dans le sens d'un repliement sur la solidarité familiale comme forme de résistance à l'individualisme qui se développe par ailleurs.

Mouvement de remobilisation des moyens disponibles par le groupe familial, la parentèle ou le réseau d'amis «semblables» pour résister à la

fragilisation et à la paupérisation ambiante. Essai de «repaysannisation»¹⁵ au niveau culturel: après le gaspillage et les miroirs de la société de consommation, il s'agit de revenir à des valeurs plus sages et plus sûres, des valeurs symbolisées par le milieu paysan: économie, sobriété, courage, effort. «Repaysannisation» d'autant plus intéressante qu'elle a été transformée en nouvelle valeur marchande, précisément dans les territoires «désertifiés» qui peuvent faire l'objet de mutations de fonctions hautement spéculatives. Un nouvel «exotisme rural» se développe sur lequel repose la relance de l'économie touristique.

Le sens du processus de capitalisation des familles paysannes se transforme. Le patrimoine, foncier et immobilier, est mis sur le marché de la spéculation touristique, autant par les héritiers non agriculteurs que par les agriculteurs actifs qui voient dans cette opportunité, l'occasion de récupérer une partie de leur pénalisation économique. La vente de quelques parcelles qui ne destabilisent pas le système de production de l'exploitation agricole, ou de la vieille grange devenue inadaptée, est devenue dans la dernière décennie un facteur de résistance pour les exploitants en difficultés. C'est une condition de reproduction des unités familiales d'exploitation, dans le cas où la succession de l'exploitation était hésitante faute de moyens nécessaires à sa reproduction.

Politique agricole de la montagne et pluralité des bases économiques: l'importance des lieux

Les grandes lignes de la politique d'aide, de développement et d'aménagement de la montagne ont traduit, très vite (années 70), une volonté de favoriser une politique touristique massive conçue pour la conquête du marché international des loisirs.¹⁶ Elle mit rapidement en évidence la nécessité du maintien d'un environnement habité et entretenu alors que personne ne croyait aux possibilités d'un développement économique équilibré de la montagne (notamment de l'agriculture). Les agriculteurs étant les mieux placés pour assurer cet entretien au moindre coût, le maintien d'une agriculture fut acquis, au moyen de multiples subventions directes.

De la notion d'assistance et de compensation des handicaps (cf. conditions naturelles et sociales de la production) au nom des «grands équilibres» régionaux, le discours dominant a rapidement glissé sur la nécessaire protection de l'environnement. La place de l'agriculture dans l'économie montagnarde n'est plus une fonction productive.

Le lame de fond économique: Les études des économistes (BAZIN op. cit.) ont prouvé que la valeur ajoutée et le revenu hors subvention par actif reste inférieur de près de moitié à celui de la plaine. Le rattrapage réel des revenus agricoles montagnards est essentiellement dû (depuis 10 ans) à l'accroissement des transferts de l'Etat. Cependant, les subventions directes ne représentent que 22% du revenu agricole. Cette aide spécifique ne compense pas, en effet, totalement les inégalités de subvention dues au mécanisme de soutien des marchés, qui bénéficient essentiellement aux agricultures compétitives de plaine car les productions de montagne sont

quasiment exclues par les lois de la CEE. Si l'on reste dans la logique strictement sectorielle de l'agriculture, cette politique condamne les dernières petites exploitations restantes au profit de quelques unes; elle serait donc en contradiction avec l'objectif de correction des inégalités de développement inter-régionales.

Par contre, si l'on considère celui de créer les «conditions de la valorisation optimale des ressources de la montagne dans le respect du milieu montagnard et des montagnards eux-mêmes»,¹⁷ il y a interversion des «potentialités». Ce n'est plus sur l'agriculture que repose la vie économique, mais sur le tourisme. Elle devient la condition nécessaire et le faire-valoir du développement de ce dernier.

D'activité économique dominante, elle devient dominée. Les agriculteurs deviennent en partie des salariés de l'Etat sans en avoir réellement le statut social et les avantages. Les agriculteurs de montagne semblent mis en position de sur-exploitation dans la restructuration du projet économique et social effectué sur la montagne par les forces dominantes. Sa répercussion sur la restructuration des bases et des forces du pouvoir local est directe. La communauté locale, dont la cohésion était basée sur l'activité agricole a éclaté. Les agriculteurs ont perdu le pouvoir local, précisément au moment où une nouvelle politique de décentralisation et de planification donnait les pleins pouvoirs aux collectivités locales.

L'espace montagnard n'est pas (et n'a jamais été) un espace social clos et homogène, dominé par des forces extérieures. Si la confusion entre espace géographique et espace économique a longtemps alimenté les analyses des rapports de force économiques, l'évolution de la place et du rôle des agricultures familiales nous prouve à quel point elle ne constitue qu'un champ d'action particulier pour le capital, national et international. Mais aussi, combien ses relais locaux en montagne sont puissants.

Dans cette évolution, on peut dire qu'il y a une institutionnalisation à la fois de la sous-rémunération du travail agricole montagnard et de la rétribution du travail d'entretien et de protection de l'environnement (et des paysages).

Dans ce passage d'une activité productive à une activité de service, il y a changement dans la nature du travail mais aussi intensification de son exploitation. Après une période de grande verticalité, le développement du capitalisme a besoin d'un rayon d'expansion horizontal, pour pouvoir utiliser toutes les ressources des régions. La logique du «local», longtemps considérée comme la base de l'idéologie de la résistance, a complètement été absorbée par la logique du capital.

Adaptation, diversité, diversification, spécificité, pluri-activité... autant de termes qui ont fonctionné comme des objectifs nécessaires à la reproduction des familles et des unités agricoles et également comme facteurs d'expansion de l'économie marchande.

Un autre processus de sélection et d'élimination des catégories sociales les moins compétitives a été enclenché, basé en grande partie sur la capacité à diversifier les sources de revenu des familles. Les conditions de la reproduction des familles et des communautés montagnardes ne se réfèrent plus à des logiques économiques sectorielles, elles doivent s'analyser dans l'évolution et la diversité des forces et des ressources mobilisables

dans un lieu et une société donnée. Ainsi, en un siècle le processus de monétarisation des échanges sociaux s'est considérablement transformé. En milieu montagnard, on est passé d'un système exclusivement centré sur le mode de production parcellaire où la propriété privée structurait les rapports sociaux autour de l'activité agricole à un système quasi-exclusivement marchand qui n'a pas cessé d'évoluer et de s'élargir et à engendrer de multiples restructurations des formes de la division du travail.

La diversification des sources de revenu des familles montagnardes qui pratiquent une activité agricole en tant que «petit producteur marchand» correspond:

- soit à une stratégie de reproduction pour les familles qui disposent de possibilités alternatives par la maîtrise d'une certaine accumulation de capital;

- soit à une tactique d'adaptation aux nouvelles conditions marchandes et aux contraintes qu'elles engendrent.

Quoiqu'il en soit, elle dépend des caractéristiques de l'évolution des rapports de production dans la transcription particulière qu'ils prennent localement. Elle est donc une conséquence des limites de la reproduction des familles sur les seules bases de l'agriculture, mais aussi du redéploiement des forces du capital en montagne. Ce redéploiement semble s'effectuer de diverses manières, mais toutes convergent dans le sens de l'extension du capitalisme.

De la pluriactivité traditionnelle en montagne, liée aux opportunités saisonnières et aux trous de calendrier, on est passé à la diversité des sources de revenu sur la base du travail salarié. Les paysans sont obligés de vendre leur force de travail hors de la sphère agricole puisque leurs moyens de subsistance sont devenus insuffisants. Pourtant, l'auto-exploitation en tant que propriétaire producteur direct ne cesse de se développer à partir des lois du marché qui dévalorisent ses productions et l'entraînent à produire toujours plus... et seul. La logique du profit aboutit à un mode de fonctionnement où un homme seul est amené à assumer la totalité des tâches de l'unité agricole. Ce processus d'exploitation va par ailleurs s'accompagner d'une volonté de mettre l'agriculture familiale en situation de dépendance et subordination. C'est par le biais de la multiplication des subventions de l'Etat et des subsides de Bruxelles, que cet objectif sera pleinement atteint.

Par ailleurs, le processus d'expansion du capitalisme va trouver de nouvelles bases de développement économique (dans l'activité touristique) et provoquer un nouvel élargissement des bases économiques nécessaires à la reproduction des familles et des exploitations agricoles.

Les territoires montagnards vont changer de fonction avec le développement de la valeur d'usage touristique. Un nouvel élan sera donné au processus de la rente foncière. Le sens du procès de travail agricole est transformé. La perte de la fonction économique de l'agriculture en montagne au profit d'une finalité d'entretien, transforme sa fonction en travail de service.

Il y a bien extension de la salarisation et de la dépendance directe. Dans ce mouvement, cependant, un élément semble déterminant et por-

teur de grands bouleversements: c'est le travail salarié des femmes, à plein temps et géré sans rapport direct avec la sphère agricole. Par la modification des rapports qu'il engendre entre les membres et les activités de la famille, il a créé une situation de rupture entre le groupe domestique et l'unité de production même si elle n'est que partielle. En cas de problème grave, les relations continueraient à fonctionner. C'est bien en cela que nous avons affaire à un facteur de transition sociale. Il exprime une ambiguïté, celle de l'interpénétration des facteurs de rupture et de continuité, celle d'une modification du rapport entre individu et collectivité.

De la notion de maison, au sens de «l'Ostal» c'est-à-dire une entité «parenté-groupe domestique - biens fonciers et immobiliers de l'unité agricole...», on est passé la notion de «famille - exploitation agricole», d'abord polynucléaire puis mononucléaire.

Dans les sociétés paysannes étudiées, les femmes jouent un rôle moteur dans ce changement. Il semble y avoir eu passage du concept de groupe domestique à celui de famille agricole insérée dans un réseau de parenté, étant donné la dissociation entre groupe familial et unité d'exploitation agricole. Les rapports de parenté ne fonctionnent plus comme le cadre social unique de la production et des échanges, comme rapports de production. Dans ces conditions, on peut se demander ce qui reste du groupe domestique, et s'il ne s'est pas refondu dans la parenté.

Les zones de montagne semblent vivre un double processus d'appropriation et d'expropriation... contenu dans le mouvement de la propriété en tant qu'appropriation de la nature. Dans un premier temps, la propriété privée est une garantie de reproduction des familles et des unités d'exploitation agricole dans une logique vivrière. Par la suite, la logique marchande s'est progressivement substituée à la première par un double processus de résistance/adaptation et de survivance/transformation, intégrant l'agriculture dans le mode de production dominant. Cette évolution s'est traduite par une inversion dans la hiérarchie des sources de revenus. D'exclusive, l'agriculture est devenue majoritaire avec diversification des activités non agricoles, puis minoritaires et subordonnées aux autres activités.

Chez les femmes, l'activité salariée est souvent devenue exclusive, avant d'établir une rupture entre la famille et l'exploitation agricole, créant ainsi un facteur de rupture fondamental dans les relations habituelles.

A l'accroissement de l'auto-exploitation du travail paysan s'est ajouté l'exploitation liée à un glissement de l'agriculture montagnarde vers les fonctions de «service» (public, en tant que jardinier de la montagne) mais aussi l'extension du travail directement salarié dans la famille.

Le recyclage des groupes familiaux, de travailleurs paysans en travailleurs salariés (en tout ou partie) modifie leur insertion dans les rapports sociaux et leurs référents idéologiques. Cependant, s'ils ont épousé les modes de vie urbains, ils enracinent leur identité culturelle dans le bien familial agricole, qu'ils gèrent en tant que petits producteurs indépendants alors qu'ils ont été intégrés dans un rapport de production capitaliste.

Peut-on voir pour autant dans le fait que les territoires montagnards sont érigés en patrimoine national, les prémices d'un conflit avec le

caractère privé de la propriété foncière? Toutes ses modifications traduisent une nouvelle articulation entre l'Etat et la famille.

La relation entre la pluralité des sources de revenu et la reproduction sociale de la famille, de l'unité agricole et de la communauté locale semble se référer au concept de transition à trois niveaux:

1 - parce qu'il permet aux formes anciennes de la petite production marchande de se maintenir dans le système capitaliste;

2 - parce qu'il traduit un mécanisme d'adaptation et d'extension du capitalisme;

3 - parce qu'il s'inclue dans un processus de restructuration du capitalisme (redéploiement horizontal, mais aussi vertical, avec intervention directe de l'Etat).

NOTES

1. Un essai de synthèse de la diversité des types d'approches développées dans le cadre de «l'observatoire du chagrement social», peut être apprécié dans: «L'esprit des lieux: Localités et changement social en France» (Collectif, 1986).

2. WEBER, Eugene (1983).

3. *Agricultures en question*. Cahiers du CNEEA (Octobre 1982).

4. BALENT, G.; BARRUE-PASTOR, M. (1986).

5. ASSIER-ANDRIEU, L. (1981).

6. «L'hostal» qui correspond à une entité «parenté-biens fonciers et immobiliers de l'unité agricole».

7. BARRUE-PASTOR, M.; RIEU, A.; TASSEL, M. (1982).

8. Il semble inutile de faire ici de grands développements. Les travaux de Michèle Salitot sur la famille et les travaux de Louis Assier-Andrieu sur la communauté se complètent bien.

9. Il est intéressant de noter que Susana Narotzky a fait la même analyse dans les recherches récentes qu'elle effectue.

10. Cf. thèse de Maurice GODELIER (bibliographie).

11. Cf. thèse de F. PERNET (1982).

12. Dans le sens où l'emploie Jean DE MONTGOLFIER dans ses multiples travaux sur la gestion patrimoniale.

13. LANARCHE, H. (1986).

14. Pour reprendre les expressions de A. FREMONT et al. (1984).

15. Collectif (1986).

16. BAZIN, H. (1985).

17. Rapport BESSON (1982).

BIBLIOGRAPHIE

Agricultures en question:

1982 *Cahiers du CNEEA*, Octobre 1982. Paris. Ed. Cid.

ASSIER-ANDRIEU, L.

1981 *Coutume et rapports sociaux*. Paris. C.N.R.S.

BALENT, G.; BARRUE-PASTOR, M.

1986 «Pratiques pastorales et stratégies foncières dans le processus de déprise de l'élevage montagnard». Toulouse. *R.G.P.S.O.* Tome 57, fasc. 3.

BARRUE-PASTOR, M.; RIEU, A.; TASSEL, M.

1982 «Stratégies familiales de transmission du patrimoine et

dynamique agricole dans les Pyrénées». *Colloque National A.R.F. Tours.*

BAZIN, H.

1985 *Quelles perspectives pour les agriculteurs montagnards?*
Thèse. Paris. INRA.

BESSON

1982 «La situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne défavorisées». *Assemblée Nationale*, avril 1982.

COLLECTIF:

1986 *L'esprit des lieux: Localités et changement social en France.* Paris. Ed. du CNRS.

FREMONT, A et al.

1984 *Geographie sociale.* Paris. Masson.

GODELIER, M.

1987 «L'analyse des processus de transition» à *Information sur les Sciences Sociales*, 26 (2): 265-283.

LANARCHE, H.

1986 «Localisation, délocalisation, relocalisation en milieu rural». *O.C.S.* Paris. Ed. C.N.R.S. pp. 69-79.

PERNET, F.

1982 *Résistances paysannes.* Ed. Influences P.U.G.

WEBER, Eugene

1983 *La fin des terroirs. La modernisation de la France Rurale 1870-1914.* Paris. Fayard.